

CORÉE DU SUD-USA - CORÉE DU NORD/Nucléaire

Deux bombardiers américains survolent la Corée du Sud en réponse à l'essai nucléaire du Nord

AFP  
(PYEONGTAEK/Corée du Sud)

Deux bombardiers américains B-1B ont survolé mardi la Corée du Sud, dans une démonstration de force contre la Corée du Nord, quatre jours après son cinquième essai nucléaire.

Les appareils supersoniques sont entrés vers 10h00 (01h00 GMT) dans l'espace aérien sud-coréen au-dessus de la base aérienne américaine Osan de Pyeongtaek, à 64 kilomètres au sud de Séoul.

Chaque appareil, en provenance de la base aérienne Andersen de Guam, dans le Pacifique, était escorté par des chasseurs américains et sud-coréens.

"La démonstration d'aujourd'hui est juste un exemple de toute la gamme de capacités mili-

taires de cette solide alliance qui vise à fournir et renforcer la dissuasion", a déclaré le général Vincent Brooks, commandant des forces américaines en Corée du Sud.

"L'essai nucléaire nord-coréen constitue une escalade dangereuse et pose une menace inacceptable", a ajouté le général en réaffirmant "l'engagement inébranlable" des Etats-Unis dans la défense de leurs alliés dans la région.

Les Etats-Unis "prendront les mesures nécessaires pour y parvenir, au travers d'opérations comme celle d'aujourd'hui et du déploiement de la batterie THAAD (Terminal High Altitude Air Defense) sur la péninsule coréenne", a-t-il ajouté en référence au bouclier antimissile américain qui doit être installé en Corée du Sud.

La Chine est fermement opposée au déploiement de ces équipements ultrasophistiqués si près de son

territoire, estimant qu'ils pourraient servir à la surveillance de ses propres systèmes militaires.

L'opposition sud-coréenne y est également hostile, en estimant que le THAAD ne peut qu'envenimer la situation régionale.

Les survols de mardi "avaient pour but d'adresser un avertissement clair à la Corée du Nord quant à ses essais nucléaires, pour empêcher toute provocation supplémentaire", a déclaré aux journalistes Moon Sang-Gyun, porte-parole du ministère sud-coréen de la Défense.

Washington avait déjà effectué de tels vols en réponse aux précédents essais nucléaires de Pyongyang.

Environ 28.500 militaires américains sont déployés en Corée du Sud.

La Corée du Nord, qui a multiplié ces derniers mois les tests de missiles, a mené vendredi son plus puissant essai nucléaire.

Pyongyang a affirmé avoir testé une tête nucléaire susceptible d'être montée sur un missile.

La miniaturisation des charges est un des aspects clés de tout programme nucléaire militaire, puisque l'importance de la dissuasion tient aussi à la capacité de projection des bombes.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé vendredi de s'atteler à une nouvelle résolution pour imposer de nouvelles sanctions à Pyongyang.

Pyongyang est depuis son premier essai nucléaire en 2006 sous le coup d'une série de sanctions du Conseil de sécurité, ce qui ne l'a pas empêché de poursuivre ses programmes nucléaire et balistique.

La communauté internationale cherche notamment à convaincre la Chine d'intervenir auprès de Pyongyang pour faire rentrer son allié dans le rang.

En visite à Séoul, Sung Kim, représentant spécial pour la Corée du Nord au sein du Département d'Etat américain, a estimé que la Chine devait aider à assurer le respect des sanctions contre Pyongyang.

"Nous avons hâte de travailler avec Pékin pour (...) combler les lacunes" dans les dernières sanctions, a-t-il dit aux journalistes.

Pékin a bien fait part vendredi de sa "ferme" opposition à l'essai nucléaire. Mais le représentant permanent de la Chine aux Nations unies, Liu Jieyi, a en même temps estimé qu'il fallait "s'abstenir de toute provocation des deux côtés".

Les experts estiment que Pékin redoute un effondrement complet de la Corée du Nord qui pourrait déboucher sur l'avènement à sa frontière d'un régime aligné sur les Etats-Unis.

L'Afrique en bref

•Zimbabwe-politique-manifestation

Le gouvernement et l'opposition se sont engagés mardi dans un nouveau bras de fer au Zimbabwe, avec l'interdiction par la police de nouvelles manifestations prévues contre le président Robert Mugabe que ses adversaires ont promis de défier.

Sur fond de fronde persistante contre le plus vieux chef de l'Etat en exercice sur la planète, le directeur général de la police, Newbert Saunyama, a prohibé tout rassemblement dans les rues de la capitale, Harare, pour une période d'un mois à compter de vendredi.

•Sud Soudan-Usa-conflit

Le rapport qui accuse l'élite politique et militaire du Soudan du Sud de s'être enrichie en profitant de la guerre civile qui ravage le pays depuis décembre 2013, est "de la foutaise absolue", a réagi mardi le gouvernement sud-soudanais.

"Ce rapport, c'est de la foutaise absolue", a déclaré à l'AFP le porte-parole de la présidence sud-soudanaise, Ateny Wek Ateny, en référence au rapport publié lundi par le groupe d'investigation The Sentry, dont l'acteur américain George Clooney est le cofondateur.

A travers le monde

• USA-Russie-Syrie-Trêve

L'armée russe a affirmé mardi que les forces du président syrien Bachar al-Assad respectaient le cessez-le-feu en vigueur en Syrie depuis lundi soir mais a accusé les rebelles d'avoir violé à 23 reprises la trêve négociée par Moscou et Washington.

"Les forces gouvernementales ont complètement cessé le feu, à l'exception des zones où opèrent des militants du groupe Etat islamique (EI) et du Front Al-Nosra", a déclaré le général Viktor Poznikhir, de l'Etat major russe, lors d'un point de presse, en affirmant que les rebelles syriens avaient pour leur part violé la trêve "à 23 reprises", notamment à Alep, Damas et Hama.

• PAKISTAN-Attentat

Un kamikaze a blessé quatre policiers, dont l'un grièvement, devant une mosquée chiite du sud du Pakistan, une attaque revendiquée par les talibans pakistanais alors que le pays musulman commençait mardi à fêter l'Aïd.

L'attaque a eu lieu à Shikarpur, dans la province du Sind, quelque 470 km au nord de Karachi. C'est déjà dans cette province que 61 personnes avaient été tuées lors d'un attentat-suicide contre une mosquée chiite en 2015. moins élevée que celle relevée.

SYRIE - Conflit -Trêve

La trêve respectée, mais pas d'aide humanitaire

AFP  
(ALEP/Syrie)

La trêve présentée comme la "dernière chance" pour sortir la Syrie du chaos, semblait tenir mardi mais l'absence d'acheminement d'une aide humanitaire a suscité une vive déception dans les régions assiégées. L'arrêt des combats est survenu le jour où le nombre de morts a dépassé les 300.000, dont près de 87.000 civils, dans la guerre déclenchée en mars 2011, selon un bilan de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Lundi à 19H00 locales (16H00 GMT), une trêve est entrée en vigueur en vertu d'un accord annoncé par la Russie et les Etats-Unis, parrains respectifs du régime et de la rébellion. L'armée russe a affirmé mardi que les forces du régime respectaient le cessez-le-feu mais a accusé les rebelles d'avoir tiré "à 23 reprises sur des quartiers résidentiels et les positions des forces gouvernementales".

La télévision officielle syrienne a elle fait état de

violations mineures marquées par des tirs de roquettes qui n'ont pas fait de victimes.

L'ONU a annoncé néanmoins attendre des garanties de sécurité pour ses convois avant de lancer les opérations humanitaires. Pour pouvoir acheminer l'aide dans les quartiers rebelles assiégés d'Alep, où la population attend désespérément de la nourriture, des militaires russes ont installé un point d'observation mobile sur la route du Castello, un axe vital au nord de la ville qui mène vers la frontière turque d'où doit provenir cette aide, selon des agences russes.

L'accord américano-russe prévoit la "démilitarisation" de la route du Castello, où se trouvaient encore mardi après-midi des soldats syriens selon une source militaire syrienne.

Les autorités syriennes ont averti mardi qu'elles refuseraient l'entrée de toute aide de la Turquie pour les quartiers rebelles d'Alep "sans une coordination avec le gouvernement syrien et l'ONU".

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry, qui a négocié l'accord avec son homologue russe Sergueï Lavrov, a estimé que la trêve pourrait "être la dernière chance de sauver" la Syrie.

Dans de nombreuses villes et localités, notamment celles tenues par les rebelles et qui étaient la cible de bombardement incessants de l'aviation du régime, l'heure était au soulagement.

Dans l'est comme dans l'ouest d'Alep, les habitants ont veillé dans la rue jusqu'à lundi minuit, profitant du cessez-le-feu pour célébrer l'Aïd Al-Adha, la fête musulmane du sacrifice.

Les enfants ont pris d'assaut mardi les balançoires et les manèges multicolores sans craindre que leurs jeux se terminent dans le sang. D'autres, un peu plus âgés, ont joué au football sous un pont détruit.

Mais cette Aïd n'était pas synonyme, comme avant la guerre, de festin car les étals étaient en grande partie vides.

"On a entendu dire à la télé

qu'il y aurait des livraisons d'aide", indique Mohammad, du quartier rebelle de Kallassé. "Mais 20 heures après (l'entrée en vigueur de l'accord), on n'a rien reçu", dit-il, déçu.

Dans la partie gouvernementale près de la ligne de démarcation, souvent visée par des roquettes tirées par les rebelles, Habib Badr se réjouit au moins du calme.

"Ma maison se trouve près de l'hôpital Ramzi et j'ai l'habitude d'entendre la sirène des ambulances toutes les deux ou trois heures. Mais aujourd'hui rien", dit-il. Le régime a annoncé le gel de ses opérations militaires "sur le territoire jusqu'au 18 septembre à 21H00 GMT".

Affaiblies sur le terrain, l'opposition et la rébellion n'ont pas donné leur approbation formelle à la trêve en réclamant des "garanties", mais elles semblaient la respecter sur le terrain.

Cela n'empêche que le scepticisme prévaut sur le succès de ce nouveau cessez-le-feu, après l'échec de plusieurs tentatives.

Comme lors de la précé-

dente trêve fin février qui avait duré quelques semaines, les groupes jihadistes Etat islamique (EI) et Front Fateh al-Cham (ex-Front Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda), qui contrôlent de vastes régions du pays, sont exclus du nouveau cessez-le-feu.

Si cette cessation des hostilités tient pendant une semaine, elle devrait déboucher sur une collaboration inédite entre Moscou et Washington contre les deux groupes jihadistes.

Mais un responsable du Pentagone a souligné que cela n'impliquerait pas automatiquement le début de la coopération, après ce délai. "Les délais sont courts et la méfiance est grande".

Moscou et Washington cherchent à travers la trêve de favoriser une reprise des négociations entre régime et rebelles pour mettre un terme au conflit, qui a poussé à la fuite des millions de personnes et provoqué un désastre humanitaire qui a atteint l'Europe occidentale.

CHINE - Homicide - Pauvreté

Débat en Chine sur la pauvreté

AFP  
(PÉKIN/Chine)

La mort de quatre enfants, tués à la hache par leur mère indigente, qui s'est ensuite suicidée, suivie par le père de famille, a choqué la

Chine, déclenchant un vif débat autour de la pauvreté et de la corruption.

Cette Chinoise de 28 ans, qui avait été déboutée de l'aide sociale, a tué fin août ses trois filles, âgées de trois à six ans, et son fils de cinq ans, dans le village d'Agushan, dans la province pauvre du Gansu (nord-ouest),

a révélé la police.

Yang Gailan s'est ensuite suicidée en avalant un flacon de pesticide. Et son mari, Li Keying, un agriculteur de 31 ans, s'est empoisonné quinze jours plus tard après avoir enterré sa femme et ses enfants.

Les autorités locales, qui ont affirmé avoir ouvert

une enquête, ont précisé que l'aide sociale versée à la famille --l'une des plus pauvres d'Agushan selon les médias chinois-- avait été supprimée en 2014.

Le comité du village avait estimé que le revenu du ménage se situait au-delà du seuil de pauvreté fixé à 2.300 yuans par an et par

personne (300 euros). De nombreux médias chinois ont avancé que la corruption avait joué un rôle essentiel dans le drame. Des proches des victimes ont avancé que l'aide sociale avait été supprimée parce que la famille n'avaient pas versé de pots-de-vin aux responsables locaux.